



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de
conseillers en
exercice : 33

Séance du lundi 28 septembre 2020

Extrait de la délibération affiché le **5 octobre 2020**.

L'an deux mille vingt, le **vingt-huit septembre** à **dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 22 septembre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle Michel Vallery, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Etaient présents

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Damien **GUILLARD**, Christel **BOUBERT** (présente à partir de la Communication n°1), Aurélien **LECACHEUR**, Virginie **VANDAELE**, Sylvain **CORNETTE**, Agnès **SIBILLE**, Jean-Luc **HEBERT**, Isabelle **CREVEL**, Gilles **BELLIERE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Yannick **LE COQ**, Aliké **PERENDOUKOU**, Nicolas **SAJOUS**, Pascale **GALAIS** (présente à partir de la Communication n°1), Eric **LE FEVRE**, Edith **LEROUX**, Nicolas **BERTIN**, , Patrick **DENISE**, Véronique **BLONDEL**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Thierry **GOUMENT**, Aline **MARECHAL**, Jean-Pierre **LAURENT**, Corinne **CHOUQUET**, Agnès **MERLIN**, Arnaud **LECLERRE**, Virginie **LAMBERT**, Nicole **LANGLOIS**, Laurent **GILLE**.

Excusés ayant donné pouvoir

Catherine **OMONT** donne pouvoir Sylvain **CORNETTE**

Sandrine **VEERAYEN** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**

Christel **BOUBERT** (retardée) donne pouvoir à Jérôme **DUBOST** (présente à partir de la Communication n°1)

Pascale **GALAIS** (retardée) donne pouvoir à Nicolas **SAJOUS** (présente à partir de la Communication n°1)

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 28 septembre 2020

2020.09/147

RESSOURCES HUMAINES – RECRUTEMENT D'APPRENTIS – CONVENTIONS – ADOPTION – AUTORISATION

M. Jérôme DUBOST, Maire – Le contrat d'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans révolus d'acquérir des connaissances théoriques et pratiques dans une spécialité et de les mettre en application en milieu professionnel.

Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre à finalité professionnelle.

Ce dispositif offre aux jeunes, au travers d'un travail effectif rémunéré et de l'encadrement d'un maître d'apprentissage, une opportunité pour leur insertion dans la vie active.

Depuis la loi du 17 juillet 1992, les administrations publiques, dont les collectivités territoriales, peuvent recourir à l'apprentissage et permettre aux apprentis d'effectuer la partie pratique de leur formation, en leur sein. La diversité des métiers exercées au sein de notre collectivité permet de s'inscrire dans cette perspective et de prendre sa part à l'effort public en faveur de l'accès à la formation et à l'emploi des jeunes. Jusqu'alors, notre collectivité n'était pas en mesure de répondre à des demandes de jeunes apprentis désireux d'effectuer leur formation au sein de nos services, faute de délibération en ce sens.

La rémunération brute mensuelle minimale d'un apprenti est la suivante :

Situation	16 à 17 ans	18 à 20 ans	21 à 25 ans	26 ans et plus
1 ^{ère} année	27% du SMIC	43% du SMIC	53% du SMIC	100% du SMIC
2 ^{ème} année	39% du SMIC	51% du SMIC	61% du SMIC	100% du SMIC
3 ^{ème} année	55% du SMIC	67% du SMIC	78% du SMIC	100% du SMIC

L'apprentissage, comme d'autres dispositifs, tels que le service civique, permettra à la ville de Montivilliers de développer, à sa mesure, une politique publique en faveur de l'emploi et de la formation des jeunes.

Dans cette optique, je vous propose d'adopter cette délibération afin de permettre à notre Ville d'accueillir et de participer à la formation de trois apprentis au sein de ses services. »

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code du Travail et notamment l'article L. 6211-1 à L 6223-8-1, L 6227-1 à L 6227-12, D 6271 à D 6271-3,

VU la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, et particulièrement son article 62 relatif au financement de l'apprentissage par le CNFPT,

VU le décret n°2020-786 du 26 juin 2020 relatif aux modalités de mise en œuvre de la contribution du CNFPT au financement des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant,

VU le décret n°2016-1818 du 22 décembre 2016 modifié portant relèvement du salaire minimum de croissance,

VU le budget primitif de l'exercice 2020,

CONSIDERANT

- Qu'il revient au Conseil Municipal de délibérer sur la possibilité de recourir à des contrats d'apprentissage.
- Que, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, la rémunération sera établie entre 27 et 100 % du SMIC selon l'âge des apprentis et les années d'enseignement ;

VU le rapport de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- Le recours au contrat d'apprentissage ;
- De créer trois contrats d'apprentissage à compter du 1^{er} octobre 2020 pour l'année scolaire 2020-2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif au recrutement d'apprentis au sein des services municipaux de la Ville de Montivilliers et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis ;

Imputation budgétaire

Exercice 2020

Budget Principal

Chapitre 12

Nature 64118 - 64138

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Envoyé en préfecture le 07/10/2020

Reçu en préfecture le 07/10/2020

Affiché le

SLOW

ID : 076-217604479-20200928-M_DE2009__147-DE